

le monde libertaire

10,00 F

Il y a de plus en plus d'étrangers dans le monde...

Parce que seule la libre circulation des prolétaires de tous les pays peut empêcher le triomphe de ce monde urbain incolore, inodore et sans saveur qu'on veut nous fabriquer... Parce que nous n'en avons rien à cirer de l'« identité française »... Parce que la xénophobie d'État flatte et encourage le racisme d'une partie de la population et détourne sur les « étrangers » la colère qui monte face à un système produisant plus de richesses et toujours plus de pauvres... Parce que cette colère est la nôtre...

Parce que la chasse aux « clandestins » repose sur une énorme hypocrisie, puisque ce sont les règlements eux-mêmes, toujours plus restrictifs, qui fabriquent de la « clandestinité », et que des secteurs entiers de l'économie vivent de la surexploitation de ces immigrés qui, loin de représenter « toute la misère du monde », sont des producteurs de richesses... Parce que cette hypocrisie encrasse les cerveaux, pervertit la pensée de ceux qui nous entourent et fonde le consensus de toute la classe politique depuis plus de vingt ans...

Parce que, dans un monde qui donne tout le pouvoir à l'économie, l'opposition entre réfugiés politiques et réfugiés économiques n'a plus aucun sens...

Parce que nous sommes tous victimes d'un système qui accélère sans cesse la circulation planétaire des marchandises et des images, en s'opposant chaque jour un peu plus à la circulation de la grande majorité des humains – les pauvres du sud et de l'est et les précaires de partout... Parce que nous avons été, nous sommes, ou serons tous un jour de ces précaires que menacent

La lutte commencée avec l'occupation de Saint-Bernard a montré que les lois Pasqua sont non seulement odieuses et inhumaines, mais encore inapplicables – à moins de confier définitivement la question du droit des étrangers et de chacun d'entre nous à la discrétion de la police. Elle a montré les limites de la négociation « au cas par cas », qui divise le mouvement et l'enlise dans d'interminables démarches administratives, et celles des soutiens humanitaires. L'énorme déploiement policier et son piteux épilogue judiciaire, assorti de rafles au hasard pour remplir les charters, ont montré qu'il était plus dangereux de ne rien faire que d'apparaître publiquement. De toute manière, leur finalité n'est pas, comme on voudrait le faire croire, d'expulser les illégaux, mais de les faire replonger dans la clandestinité, d'exercer une terreur qui les contraignent à accepter des conditions de salaire et de travail intolérables.

En s'organisant eux-mêmes et en luttant pour imposer leurs condi-

tions aux organisations qui les soutenaient, les occupants de Saint-Bernard avaient déjà posé le problème hors des cadres humanitaires où on voulait le cantonner. En tentant de « vider l'abcès », l'État n'a réussi qu'à répandre le virus de la solidarité et à permettre que ceux qui n'avaient pas trouvé place dans l'église créent de nouveaux comités ouverts à tous les sans-papiers. En réaffirmant leur volonté de ne pas être mis hors du « droit commun », les sans-papiers et plus largement l'immigration attaquée à travers eux, portent un coup au processus de précarisation de larges couches de la population, de démantèlement des protections sociales (RMI interdit aux moins de vingt-cinq ans, flicage du chômage, etc.). L'offensive contre les sans-papiers n'est pas le problème des sans-papiers, c'est notre problème à tous.

Prenons l'initiative!

Collectif

« Des papiers pour tous »



Parce que nous savons que ce n'est pas l'immigration qui crée le chômage, mais bien la course à la compétitivité, c'est-à-dire la logique même du système... Parce que cette logique folle nous pourrit la vie...

Parce que la surexploitation des « clandestins » permet de faire pression sur nos salaires, et de nous exploiter davantage... Parce que l'énorme appareil lancé contre eux, avec ses fichiers informatiques, son espace Schengen, ses fonctionnaires-collabos qui en rajoutent toujours sur l'infamie réglementaire, ses flics qui se croient tout permis et ses juges zélés, parce que cet appareil qui sert aujourd'hui contre eux, pourra fonctionner demain contre d'autres catégories de la population...

la matraque, le règlement et la « rationalité » économique...

Parce que nous ne supportons pas que l'absence d'un dérisoire bout de carton puisse empêcher de circuler, de rencontrer, de découvrir, d'aimer et de partir à l'aventure...

Pour toutes ces raisons, et mille autres qui tiennent au parfum de liberté qu'ont ramené dans l'air les mouvements sociaux, le combat des sans-papiers est le nôtre, et nous faisons nôtre cette revendication minimale : des papiers pour tous!

EDITORIAL

Dix milles manifestants à Paris, mille cinq cent à Reims, et diverses manifestations un peu partout en France, ce dimanche. C'est peu, bien sûr, au regard des dizaines de milliers de pèlerins venus regarder un vieillard essoufflé radoter, mais on pourrait penser que l'expression d'une opposition radicale à l'obscurantisme renaissant aurait mérité un peu plus d'égards de la part de ceux dont la fonction consiste à informer. Même ramené à un rapport mathématique d'un opposant à la visite du pape pour vingt supporters, il apparaît une fois de plus que les journalistes de l'audiovisuel sont plus des relais de la pensée gouvernementale que des témoins de leur époque. Nous n'évoquerons que pour la petite histoire la cécité qui semble toucher les journalistes télévisuels dès qu'il s'agit de montrer des anarchistes sur les écrans.

A Toulon, le Front national n'a pas passé le cap du second tour, et c'est au R.P.R. que revient la ville. Mais s'il ne fallait retenir qu'un chiffre, c'est la barre des 45% dépassée par le parti nationaliste, alors même que le chef de celui-ci se désigne clairement comme partisan d'une distinction entre les races.

A Chaville, c'est le candidat « républicain » qui l'emporte au prix d'alliances ambiguës entre les cadres locaux (écologistes, communistes, socialistes, U.D.F. et R.P.R.) d'une gauche et d'une droite dites démocratiques que l'on aura échappé à l'élection des racistes - nous allions écrire « fascistes » du cru. La majorité a pourtant été abstentionniste!

ISSN 0026-9433 - N° 1052

M 2137 - 1052 - 10,00 F



Les phalanges de l'ordre moral s'acharment sur la CNT

Le 15 juin et le 2 juillet 1996, le tribunal de Versailles rendait son verdict concernant les inculpés des manifestations du Chesnay. A deux reprises, en effet, des militants de la CNT avaient empêché les intégristes anti-IVG de pénétrer dans l'hôpital Mignot. A la suite de ces actions, trois compagnons comparaissaient en procès. Si le premier, accusé d'avoir frappé un policier le 27 janvier 1996, a été relaxé en raison du caractère douteux des témoignages à charge, en revanche les deux copains violemment interpellés le 9 mars 1996, pour participation à une manifestation interdite, ont été condamnés à 2250 F d'amende pour l'un, et 3250 F d'amende et un mois d'emprisonnement avec sursis pour l'autre. Tout cela pour avoir défendu l'application d'une loi !

Mais, sur les cinq intégristes jugés pour les mêmes faits, l'un a été relaxé et les quatre autres condamnés à chacun 1250 F d'amende ; cela montre bien qu'à Versailles soutane et robe de magistrat peuvent s'entendre comme cul et chemise. A l'inverse, les rares opposants à ce retour à l'ordre moral sont criminalisés et financièrement étouffés.

Suite à un article paru en avril 1996 dans le *Combat syndicaliste*, organe confédéral de la CNT/AIT, traitant des associations anti-IVG et de la lutte menée par ses militant(e)s devant l'hôpital Mignot, la députée Christine Boutin attaque notre journal pour diffamation et nous réclame une somme de 65000 F... Députée UDF des Yvelines depuis 1986, elle est l'un des plus actifs relais du lobby catholique contre le droit à l'avortement ; membre fondateur de *Combat pour les valeurs* (Philippe de Villiers), dirigeante de plusieurs associations luttant contre l'avortement telles que *Cercle de la cité vivante* ou *Alliance pour les droits de la vie*. Elle a également proposé, en 1996, un amendement permettant aux associations anti-IVG de se porter partie civile dans le cadre d'infraction à la loi Veil.

Voilà de bonnes raisons pour venir nous rencontrer, à partir de 18 heures, le vendredi 27 septembre 1996 au 33 rue des Vignoles, 75020 Paris.

19 h : vidéo : *Les Grandes Batailles de la République : l'avortement* (document La Cinquième),

20 h 30 : Meeting-débat avec Fiammetta Venner, historienne,

22 h 30 : Pause bouffe,

Plus tard : Projection de *Une affaire de femmes* de Claude Chabrol.

Tout ça pour un prix de 10 F (minimum).

CNT - commission femmes

Michelin : l'exemple capitaliste

Salaires bloqués, licenciements massifs, délocalisations... le roi du pneu ne fait pas dans la dentelle pour améliorer ses résultats : « un bond de 50 % pour les six premiers mois de l'année 1996 » (1).

« Un gigantesque plan de progrès pour l'an 2000 », Edouard Michelin n'a pas peur des mots. 17300 suppressions d'emplois en six ans ; fermeture de l'usine de Roubaix, du centre de distribution de Guéret ; vaste plan de mise en pré-retraite en cas de négociation dans sa filiale espagnole (10000 salariés), c'est ce qu'il appelle « un plan de progrès » ! (2) Les salariés de l'ex-numéro un mondial du pneu (3) apprécieront.

Les employés de Clermont-ferrand seront d'autant plus heureux d'apprendre cette bonne formule que c'est grâce à eux que Michelin a vu ses bénéfices progresser de 50 % en quelques mois : « Michelin continue d'engranger les dividendes de son vaste plan de restructuration qui s'est traduit par une forte baisse de ses effectifs, passés de 130000 personnes en 1990 à 112700 fin juin 1996 (4) ». Et ce n'est pas fini, Edouard Michelin, l'actuel PDG des activités industrielles aux États-Unis est un digne représentant de la dynastie et futur grand patron de la maison mère (il devrait succéder à son père François Michelin, aux commandes depuis 1955). Ce big mana-

ger a donc décidé de réorganiser l'entreprise de Clermont-ferrand. On imagine comment ! C'est aussi un gourmand, car il estime être « sous-représenté en Asie ». Encore de nouvelles délocalisations à prévoir !

Michelin : l'exemple capitaliste qui frise la caricature. Il y a peu de temps, la caste Michelin accordait à ses salariés vingt centimes en guise d'augmentation de salaires... Un fait supplémentaire qui illustre à merveille le comportement du parfait patron : mépris, paternalisme et goût de l'accumulation. Un peu moins voyant que Moulinex qui n'hésite pas à fermer ses usines françaises pour s'installer au Mexique afin d'accroître

encore plus ses profits. « Les salaires sont seize fois moins élevés au Mexique qu'en Normandie » (5), Michelin est plus discret (son goût du secret est paraît-il bien connu !), mais sa logique est identique à celle de Moulinex ou Bally : c'est la logique du capitalisme.

A.D. groupe Pierre Besnard

- (1) *Le Monde* du 18 septembre 1996
- (2) Propos d'Edouard Michelin rapportés dans *Le Monde* du 18 septembre 1996
- (3) Michelin s'est fait souffler la première place du top 50 des capitalistes du pneu par le fabricant japonais Bridgestone. *Le Monde* du 18 septembre 1996
- (4) *Le Monde* du 18 septembre 1996



Autorisation de prélèvements

- 80 F par trimestre abonnement normal
- 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'EMETTEUR
N° 42 25 73

ORGANISME CREANCIER
PUBLICO - LE MONDE LIBERTAIRE
145, rue Amelot 75011 Paris

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde libertaire*. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal *Le Monde libertaire*.

Date
Signature obligatoire

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)

NOM _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER (votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)

NOM _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER

Etablis.	Codes	Guichet	N° de compte	Cle RIB

lemonde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : (1) 48 05 34 08
Fax : (1) 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1, mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n°(inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Santé et inégalités sociales

CONTRAIREMENT à l'opinion commune, cela fait bien longtemps que les inégalités sociales face à la santé n'ont pas été aussi importantes. Pis encore, l'écart entre les plus nantis et les plus défavorisés va en se creusant.

Entre 1982 et 1992, la richesse produite de la France (P.I.B.) est passée de 5 500 milliards à presque 7 000 milliards. Dans le même temps, l'épouvantail de la crise a permis à l'État et aux patrons de mettre en place une politique de précarisation de l'emploi sensée enrayer la montée du chômage.

En conséquence, le bilan des années 80 du côté des entreprises est bon : les profits sont confortables et la quantité de travailleurs précarisés a rarement été aussi importante. Du côté du populo, la situation est moins brillante. En effet, si la part des revenus des 10 % les plus riches s'accroît, celle des 10 % les plus pauvres diminue. Les inégalités économiques entre les classes se creusent tandis que les capitalistes et leurs servants s'enrichissent.

Dans ce cadre, la baisse des salaires, la pression patronale sur l'emploi, la progression du travail précaire et l'intensification des rythmes du travail ont des conséquences nombreuses et néfastes pour les salariés.

L'inégalité sociale devant la mort

Si l'inégalité d'espérance de vie entre hommes et femmes est bien connue, celle entre classes sociales se fait plus discrète. En effet, l'écart entre les sexes est de sept ans (73 ans pour les hommes et 80 ans pour les femmes), mais l'écart extrême entre classes sociales est encore plus important : neuf ans. Si on entre dans le détail, on remarque que plus on descend dans la hiérarchie sociale (des cadres et professions intellectuelles supérieures aux OS et autres manœuvres), plus l'espérance de vie décroît. Ce ne sont pas les plus gros salaires qui vivent le plus vieux mais les professeurs, peut-être grâce à une meilleure prévention et de l'usage du système de soins. A l'autre extrémité, ce sont les manœuvres qui ont l'espérance de vie la plus faible.

Globalement, l'espérance de vie croît, mais celle des nantis croît plus vite que celle des plus démunis. Il y a fort à parier que l'augmentation des situations de grande pauvreté va encore aggraver ce phénomène dans l'avenir.

On pourrait résumer cela en une phrase : plus tu es pauvre, plus tu meurt vite.

Les inégalités sociales face à la maladie et aux accidents de travail

Si les inégalités sociales face à la mort sont si importantes, c'est que plus on descend dans la hiérarchie sociale, plus les accidents du travail et les maladies sont nombreux. Ces différences sont les plus importantes pour ce qui concerne les tumeurs, les maladies de l'appareil respiratoire et celles de l'appareil digestif. Ainsi, la mortalité est onze fois supérieure chez les manœuvres que chez les professeurs pour les tumeurs du pharynx et du larynx. Ces maladies sont souvent liées à l'alcoolisme ou à la consommation de cigarettes (qui est passée de 500 par habitant et par an avant guerre à 2000 au début des années 80). Mais d'autres facteurs, qui tiennent à l'organisation du travail viennent s'ajouter à la consommation de tabac, comme l'exposition quotidienne à de nombreuses substances chimiques au sein des usines et qui ont des conséquences nocives à moyen ou long terme. Les intérimaires lourdement exposés pendant des temps courts dans les usines chimiques ou dans le nucléaire civil sont exposés au plus grand risque. Rappelons-nous les cas de cancer induits par l'utilisation de l'amiante et la lutte que doi-

●●● page 8

Les femmes et l'aide humanitaire

Le témoignage des Femmes en noir de Belgrade

LA GUERRE en tant que plus grande expression du patriarcat, est l'activité masculine prédominante. La division des rôles dans la guerre est encore plus rigide : l'homme = le guerrier, il est l'instrument de la destruction ; la femme = la mère, elle est la nourricière, la gardienne des valeurs ethniques. Elle est aussi la gardienne de la mort et des morts. De Sarajevo arrivent les images des communes serbes : les femmes portant des enfants dans leurs bras et les cercueils des familiers morts. C'est l'échange des territoires, des vivants et des morts.

On nous montre l'image de la mère dans la guerre comme étant un être important face à l'ennemi, comme étant la complice du parent masculin qui lui, part au front. Des mères héroïques qui stimulent la morale combative de l'homme guerrier. Victime et complice, les deux faces de la même médaille. Apitoiement et paternalisme, les deux faces de la même monnaie. Tout cela afin de modeler l'impuissance et la compassion de l'opinion publique.

Le code maternel n'est pas seulement ambigu par rapport à la guerre, il sert aussi à coloniser les femmes en les empêchant dans les antagonismes des femmes militantes : nourrir, protéger, consoler... Au lieu d'être l'antithèse du militarisme, une forme de résistance à la guerre, le travail des femmes peut les transformer en esclaves du militarisme, les réduire à des objets passifs exclus de l'histoire, exemptes de toutes responsabilités.

Pendant les guerres, les femmes ont-elles la possibilité de choisir ? Qu'est-il arrivé aux femmes qui rejetèrent le rôle de victime/héroïne ? Que se passe-t-il avec les femmes complices directes du militarisme ? Que se passe-t-il avec les organisations de femmes qui se consacrent à l'aide humanitaire, à la charité ? Que se passe-t-il avec les femmes qui interpellent l'aide humanitaire et qui désirent la transformer en faveur de l'autonomie de la femme ?

Nous allons essayer de montrer à travers diverses expériences, les mécanismes qui militarisent la conscience de s femmes, qui colonisent ses sentiments afin de les réduire à de simples objets incorporés dans la guerre, la destruction et la mort.

Le travail des femmes, ressource la plus importante de la guerre

En 1991, dans une des premières proclamations, les Femmes en noir ont appelé à ne pas accoucher pendant la guerre, comme forme de désobéissance et de déloyauté envers l'ethnie, l'État. En disant, comme Emma Goldman : « Si les femmes refusent d'enfanter, qui partira à la guerre ? Si elles refusent d'accoucher, qui élèvera les guerriers, les bourreaux, les emprisonnés ? ».

Ingénument, nous croyions que le maternel était seulement lié à la maternité biologique. L'expérience nous a montré, depuis, que le symbole maternel a de nombreuses fonctions et des rôles différents. Les régimes nationaux, militaristes, comme celui de Serbie, ont compté sur l'abnégation inconditionnelles des femmes, sur leur dévouement absolu aux autres, en les utilisant comme un instrument efficace pour acheter la paix sociale ; et cela tant durant la guerre qu'actuellement. Le régime génère et produit les victimes, les femmes prennent en charge, si possible en se taisant, en étant invisibles, bénévolement, soit dans leurs propres maisons, soit à travers les différentes formes de l'aide humanitaire. Elles le font sans poser de questions.

Durant les guerres et les grandes crises, la ressource économique principale et l'instrument le plus efficace pour nourrir et maintenir le régime politique se base sur le vol et l'abus du travail des femmes.

Dans ce pays épuisé par la guerre, étouffé par les longues années d'embargo et de répression interne, les femmes se sont vu assigner le rôle du « maintien de la paix » au sein de la famille.

Le travail de ces femmes ne va pas arrêter la guerre ni questionner l'ordre établi

Qu'arriverait-il si pendant la guerre toutes les femmes refusaient d'assumer tout leurs devoirs et désobéissaient ? Malheureusement, ce type de résistance massif et collectif mené par les femmes n'a jamais eu lieu dans l'histoire.

Les associations de femmes assument des positions très distinctes face à la guerre. Les expériences de la guerre dans l'ex-Yougoslavie, ainsi que lors d'autres conflits, ont montré qu'une partie de ces associations sont directement assujetties à des structures nationales et militaristes. Je ne mentionnerais que quelques exemples de celles qui ont prôné la guerre, la haine, le bellicisme : Mouvement de femmes pour la Yougoslavie, Seule une femme serbe peut sauver l'homme serbe, Cercle central des sœurs serbes (dont la présidente, Bilzana Plausic, vice-présidente de la République auto proclamée Bosno-serbe, est impliquée dans des crimes de guerre), etc. Ce type d'organisation existe aussi en Croatie et en Bosnie.

Beaucoup d'entre elles se sont consacrées au travail « humanitaire », principalement axé en direction « des combattants qui sont au front et défendent la patrie et la liberté ». De nombreuses femmes de ces associations sont, pour la première fois, sorties de la sphère familiale pour aller sur la place publique en prenant soin d'autres personnes ; cependant, cette rupture n'est que de simple apparence car cette activité, au lieu de renforcer l'autonomie des femmes, fait tout le contraire. Ces organisations ont un caractère antidémocratique et anti-émancipateur car elles composent avec le rôle patriarcal selon les besoins du militarisme, toutes clament qu'elles ne luttent pas pour les droits des femmes, que le « politique » ne les intéresse pas. Le féminisme est une des choses qu'elles détestent le plus.

La complicité et la solidarité de ceux qui ont le pouvoir

Tout les gouvernements des nouveaux États de l'ex-Yougoslavie abusent des souffrances de la population civile. A travers ses organisations para-étatiques (principalement la Croix-Rouge), ils font de la contrebande avec cette souffrance, la volent, la revendent, spéculent. Cela explique les nombreuses attaques des affamés contre les convois de l'aide humanitaire de l'ONU ; alors qu'ils dénoncent l'ACNUR dont les seuls référents sont les représentants corrompus du régime, qui détournent très souvent toute l'aide humanitaire vers le front. Cela est confirmé par les réfugiés de Srebrenica (à Tuzla) en février : abus, vol, malversations de l'aide humanitaire par le gouvernement bosniaque. C'est aussi démontré par les plaintes continuelles et les dénonciations des réfugiés en Serbie, qui reçoivent seulement une infime part du peu d'aide qui leur parvient du monde (la discrimination du partage de l'aide humanitaire par l'ACNUR sur la base de l'origine ethnique des réfugiés est un autre sujet).

A Belgrade, capitale d'un pays soumis à un très dur embargo international, pays dans lequel lors des années de guerre, aucune industrie n'a jamais produit quoi que se soit en dehors du militaire, les commerces sont pleins d'articles provenant de l'aide humanitaire pour les réfugiés. L'ACNUR, principale organisation humanitaire, collabore quasi exclusivement avec les organisations de travail humanitaire proches du régime. Il est notoire que même des fonctionnaires de l'ONU ont mis en évidence que l'ACNUR a été impliquée pendant la guerre dans le négoce clandestin d'armes, de vivres, et le transfert de personnes de la zone de guerre, en échange de fortes sommes d'argent ; elle a aussi favorisé la prostitution...

Les femmes ont la charge presque exclusive de toutes les activités référentes à l'aide humanitaire. La majeure partie des organisations de femmes de l'ex-Yougoslavie, tant les autonomes que celles proches de l'État, prennent en charge cette aide. Les groupes de femmes qui « ne font pas de politique », qui n'en dénoncent pas le caractère nationaliste et militaire peuvent compter sur l'aide de l'ACNUR et n'ont aucun problème avec le régime. Ces organisations développent un travail visible, utile pour de nombreuses personnes mais en maintiennent le caractère caritatif, paternaliste. Elles ne sortent pas du rôle traditionnel de la femme. En plus de l'aide humanitaire, une autre de leurs priorités est d'appuyer la cause nationale (l'indépendance, la libération nationale...), elles laissent pour après la guerre les revendications spécifiques. Il est toutefois compréhensible que la plupart des groupes de femmes de Bosnie et d'Herzégovine, de par leur grande souffrance, leur vulnérabilité, les terribles conditions dans lesquelles elles réalisent leur travail, refusent actuellement de parler de « politique », mais le piège est très dangereux... il n'est pas suffisant de se solidariser avec les victimes, il faut donner des alternatives...

Il se passe quelque chose de semblable avec les organisations humanitaires d'Europe. La guerre en ex-Yougoslavie a provoqué beaucoup de contradictions. Une des plus évidentes est qu'en Europe a émergé un ample mouvement de volontariat, principalement autour de l'aide humanitaire. Celle-ci s'est réduite à la charité qui engendre à la fois la pitié et le paternalisme ; d'un autre côté, jamais une guerre n'a engendré un tel sentiment d'impuissance. Pourquoi ? Le piège de l'impuissance est une stratégie délibérée des seigneurs de la guerre. Par ce moyen, ils parviennent à provoquer des sentiments de culpabilité et induisent ainsi des positionnements superficiels. D'abord en faveur de l'intervention militaire qui maintient l'équilibre de la terreur (il faut réarmer les militaires, bosniaques cette fois-ci). Ils induisent aussi des positions en faveur de l'État/armée de l'ethnie victime (n'y en aurait-il qu'une seule ?) ainsi qu'une sélection entre les victimes ; cela au lieu d'appuyer sans discriminations toutes les victimes de la population civile, de demander la démilitarisation de toute l'ex-Yougoslavie, et d'offrir des alternatives (comme l'objection de conscience, la défense populaire non violente, comme c'est le cas au Kosovo...). Il est cynique d'entendre des organisations humanitaires affirmer qu'elles « ne font pas de politique », et qui,

au lieu d'assumer leur responsabilité, se cachent derrière des positionnements politiques superficiels et nuisibles.

Les organisations comme Femmes en noir affrontent continuellement des problèmes, en premier lieu avec le régime serbe, mais aussi avec l'ACNUR et d'autres grandes organisations humanitaires. Nous allons dans les camps et nous soutenons les réfugiés ; nous donnons à notre soutien un caractère visible et politique, de manière à ce que les problèmes, les expériences, les souffrances des survivants occupent une place dans l'agenda de la politique internationale. Que les réfugiés soient les interlocuteurs des négociations internationales (Holbrook, Clinton, Milosevic, connaîtraient-ils la vie dans les camps de réfugiés ?). Nous travaillons aussi pour que la « politique héroïque » cède la place à la politique du quotidien.

L'ACNUR non seulement se solidarise avec les régimes locaux sur la base de la codification ethnique mais opère une discrimination selon l'option idéologique. Les bureaux de l'ACNUR à Belgrade nous ont dit à plusieurs occasions que de par notre politique – en tant que Femmes en noir – clairement contre le régime et antimilitariste, ils ne pouvaient nous donner l'autorisation de recevoir d'Europe l'aide humanitaire collectée pour les réfugiés par notre réseau féministe-antimilitariste. Pourquoi l'ONU appuie-t-elle les régimes qui gagnent les guerres et perpétuent le nettoyage ethnique et non pas avec les groupes qui luttent pour la société civile et contre le militarisme ?

L'ACNUR nous dit aussi ne pas pouvoir soutenir notre travail avec les réfugié(e)s ni notre soutien aux hommes qui refusent la guerre. De plus, en octobre dernier, l'ACNUR exerça un chantage auprès de l'organisation humanitaire OXFAM, en lui refusant un financement quand elle voulut monter un projet avec Femmes en noir.

Des Femmes en noir contre l'impuissance

Nous sommes la seule ONG en Serbie à qui le gouvernement n'a pas donné l'autorisation de travailler dans les camps de réfugiés. Cependant, nous continuons à y aller. En mai dernier, la police nous a expulsées du camp de Rivolo. La police politique a soumis nos amies des camps à des interrogatoires au sujet des relations qu'elles avaient avec nous, en nous diabolisant en tant que « traîtresses mercenaires à la solde de nations étrangères ». Cependant, l'amitié, la tendresse et la solidarité qui sont établies avec ces personnes nous « protègent des calomnies ».

Pendant ces années de guerre, nous avons appris que la solidarité entre les femmes passe par l'entraide et la désobéissance aux gouvernements qui entravent notre communication. Pour la deuxième année consécutive, l'ambassade yougoslave a refusé le visa à nos amies d'Espagne qui venaient assister à nos réunions du Réseau de femmes contre la guerre. En août, les autorités serbes empêchaient nos amies italiennes d'assister à ces mêmes réunions (alors qu'il n'est pas besoin de visa pour les ressortissants de ce pays). Les Croates sont chaque fois soumises à de longs interrogatoires ; les Bosniaques ne peuvent pas entrer... Est-il possible qu'un régime avec tant de polices, de militaires, ait peur d'un groupe de femmes ? Il est clair que nous n'avons pas pu arrêter la guerre, alors pourquoi ? Entre autres motifs, il y a le fait que nous ne sommes pas tombées dans le piège de l'impuissance, parce qu'en accord avec nos modestes forces nous résistons à l'engrenage militariste, à la logique de guerre, par la non-violence ; parce que nous étendons ce réseau ainsi que celui de la tendresse, de l'amitié, de l'entraide, plus loin que les frontières et les barrières.

Les accords de Dayton aideront-ils la libre circulation des peuples, des citoyens, des militant(e)s des différents États de l'ex-Yougoslavie, du monde ? Pourrons-nous circuler et nous réunir librement ; aller librement en Croatie et en Bosnie ; nos amies pourront-elles venir ici sans obstacles ? Non cela n'intéresse pas les signataires, qu'ils soient locaux ou internationaux. Nous ne croyons pas aux accords entre ceux qui engendrent la guerre et l'oppression. Nous ne voulons pas plier notre volonté à Clinton, Milosevic, Tudjman... Nos espaces et nos priorités sont différents des leurs. La tendresse, l'entraide, l'amitié, seront les agents significatifs du changement du monde.

Les accords de Dayton feraient-ils une quelconque référence aux droits et aux besoins spécifiques des femmes ? Aux femmes violées pendant la guerre ? Comment peut se consolider un processus de paix ? Comment peut-on retrouver la confiance sans se préoccuper de l'état de santé mentale des survivants de la guerre ? Le tribunal de La Haye ne parle ni de crime contre la paix, ni des viols de femmes pendant la guerre...

Nonobstant, l'important est de ne pas tomber dans le piège de l'impuissance, de continuer à tisser les réseaux de tendresse, de solidarité et de s'opposer à la logique de guerre en étoffant le réseau qui s'oppose à la militarisation.

Stasa Zajovic
Traduit de CNT n° 200

Allemagne : Le droit d'asile à la trappe

DE NOMBREUSES associations humanitaires, l'Alliance 90/Verts, le Parti du socialisme démocratique, ainsi que des journalistes de la presse écrite et des chaînes de télévision publiques considèrent que le Tribunal constitutionnel fédéral a porté, le 14 mai 1996, un coup fatal au droit d'asile. Saisi par les avocats assurant la défense de cinq étrangers déboutés, le second sénat de l'instance juridique suprême a confirmé pour l'essentiel, par 5 voix contre 3, la législation votée le 26 mai 1993 dans un climat des plus houleux par le Bundestag, transformé pour l'occasion en camp retranché pour maintenir à distance quelque 10 000 contestataires. Le S.P.D. avait amorcé un tournant en la matière en août 1992, alors qu'à Rostock-Lichtenhagen se déroulaient, autour du bâtiment central d'accueil des réfugiés, des émeutes à motivations xénophobes qui choquèrent la majorité des Allemands, de même que la communauté internationale ; plus de la moitié des 239 députés sociaux-démocrates avalisèrent le projet de la coalition C.D.U./C.S.U./F.D.P. Une manière indigne de couper l'herbe sous les pieds de l'extrême-droite...

« Mardi noir »

Depuis le 1er juillet 1993, les généreuses dispositions de l'article 16, alinéa 2, de la Loi fondamentale promulguée en mai 1949, à savoir que « les persécutés politiques jouissent du droit d'asile », ne s'appliquent plus que dans une acception des plus restrictives : toute personne désireuse d'obtenir ce statut outre-Rhin après avoir traversé un pays considéré comme

« sûr » (tous les voisins européens et les États figurant sur une liste établie par le ministère des Affaires étrangères : en 1995 le Sénégal et le Ghana étaient considérés comme tels!) ou originaire d'une contrée que les autorités allemandes estiment « démocratique » se verra irrémédiablement refoulée. Les impétrant (-e)s qui débarquent sur le sol germanique par la voie aérienne, généralement à Francfort, en provenance d'un pays catalogué comme « respectueux des libertés », bénéficieront désormais de sept jours, au lieu de trois, consécutivement au refus, prononcé par des fonctionnaires dans les locaux de l'aéroport, pour saisir le tribunal administratif compétent.

La « chartérisation » en septembre 1995 de sept ressortissants soudanais avait suscité quelque indignation en Allemagne et déclenché une cacophonie assez navrante ; même les Grünen, d'ordinaire peu mégo-teurs sur le plan de la solidarité avec les étrangers, gobèrent la version du ministre de l'Intérieur Manfred Kanther faisant état de démarches rassurantes auprès des dirigeants à Khartoum et accordèrent foi à un article paru dans le magazine Stern colportant des renseignements fallacieux à propos de quatre membres du groupe. La fraction parlementaire verte renonça bizarrement, en dernière minute, à évoquer cette contestable procédure dans une question d'actualité à l'Assemblée. Même l'Organisation de l'unité africaine qualifie le Soudan « d'État terroriste » !...

En 1995, 25 millions de personnes ont quitté leur pays pour échapper à la guerre, à l'oppression, à la famine... et sollicitèrent un abri sur un territoire où ils espéraient trouver quelque répit... Plusieurs prêtres

et pasteurs hébergent sous le toit de leur église ou de leur temple des nécessiteux en fuite, déclenchant l'ire des « durs », tels que le ministre de l'Intérieur fédéral Manfred Kanther (chrétien-démocrate) et son homologue bavarois, Günther Beckstein (chrétien social). En 1992, 438 191 individus déposèrent une demande d'admission ; l'an passé, le total tomba à 127 937 ; le taux d'acceptation oscille autour de 8 %. En 1995, 30 000 étrangers furent renvoyés par avion, un tiers à destination de pays en conflit armé et/ou dirigés par une junte militaire. Depuis l'entrée en vigueur des modifications à la baisse, vingt-cinq demandeurs d'asile se sont suicidés.

« Ponce Pilate tranche à Karlsruhe », s'insurgea Herbert Prantl dans la *Süddeutsche Zeitung* (1). « Derrière la probe résonance du texte, le Tribunal constitutionnel fédéral dissimule son abdication de son rôle de garant de la Justice. Il laisse la classe politique et la bureaucratie agir à leur guise, se ravalant au rang de spectateur face à des mesures illégales... Le 14 mai 1996 est un mardi noir dans l'histoire des droits fondamentaux en Allemagne », poursuit le lauréat 1994 du Prix des frères et sœurs Scholl.

Catalogue coercitif

Trois des huit magistrats, dont Jutta Limbach, la présidente, ont formulé un avis différant largement de celui de leurs collègues. Nul ne saurait prétendre sans s'attirer quelques railleries que les gardiens de la Constitution débattirent dans la sérénité. Leurs deux précédents arrêts soulevèrent un tollé, en particulier dans les milieux conservateurs. Le 10 août 1995, un collègue invalida, pour incompatibilité avec la Loi fondamentale, la présence d'un crucifix dans les établissements scolaires bavarois. Le 7 novembre 1995, un autre estima, au nom de la liberté d'opinion, que l'apposition d'un autocollant avec la citation de Kurt Tucholsky (2), « les soldats sont des meurtriers », ne constitue pas un délit ; toutefois, ce genre d'assertion ne doit pas viser des militaires en particulier, ni porter atteinte à « l'honneur » de la Bundeswehr... Manfred Kanther n'avait pas non plus apprécié le documentaire (3), remarquable à

maints égards, d'Ingelies Gnutzmann et Gert Monheim, intitulé « Un succès dissuasif », exposant les funestes corollaires du compromis en matière d'asile. Son intervention épistolaire auprès de l'intendant du *Westdeutsche Rundfunk* a fait chou blanc. Dans sa réponse, Fritz Pleitgen a défendu le travail de ses reporters et la divergence d'analyses.

Clara Immerwahr pour cet « acte antibureaucratique qui a mis en évidence la dimension morale de la responsabilité politique ».

Les horreurs du national-socialisme conduisirent le législateur à introduire dans la Constitution un droit d'asile très « libéral ». Un demi-siècle plus tard, les élus l'ont « évacué à cause de la dérive droitiste », déplora le juriste Victor Pfaff lors



Après les émeutes qui opposèrent fin mars des militants kurdes aux forces de l'ordre, le gouvernement annonça son intention d'accélérer la procédure de renvoi des « fauteurs de troubles » et des « délinquants ». L'expulsion des étrangers condamnés à une peine minimale de trois ans figure également au nouveau catalogue coercitif. Tout comme la restriction de la liberté de manifester, valable évidemment aussi pour les autochtones ! Herr Kanther a réitéré, le 12 juin son refus catégorique d'envisager l'octroi de la double nationalité. Après l'incendie criminel qui ravagea le 18 janvier dernier un immeuble de la rue du Port à Lübeck (4), occasionnant le décès de dix personnes dont quatre enfants, Michaël Bouteiller, le bourgmestre de la cité hanséatique, exprima non seulement sa tristesse et sa solidarité envers les proches des défunts, mais il exhorta à « la désobéissance civile » pour protéger les immigrés des persécutions ; il fit établir des passeports à une Libanaise et à un Zaïrois afin de leur permettre d'assister aux obsèques des leurs. Parce qu'il a osé enfreindre la réglementation interdisant à tout individu « en situation irrégulière » de quitter le territoire où il séjourne provisoirement, certains de ces « amis » sociaux-démocrates exigent des sanctions disciplinaires à son encontre. En revanche, l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire lui a attribué la distinction

d'un récent symposium qui se déroula à Berlin dans le bâtiment où se tint le 20 janvier 1942 la sinistrement célèbre conférence de Wannsee au cours de laquelle Reinhard Heydrich et quelques cadres nazis planifièrent « la solution finale » pour les juifs d'Europe. Sepp Graessner, médecin au Centre de soins pour les victimes de tortures, témoigna que « l'exil rend malade physiquement et psychologiquement ». Des personnes déjà profondément meurtries dans leur chair subissent de nouveaux traumatismes, générés par l'interminable attente d'un hypothétique statut, l'insécurité permanente, mais aussi par « l'humiliation organisée » dans les foyers d'hébergement où les conditions d'existence se révèlent souvent très précaires.

Aux yeux de beaucoup, les accords de Schengen semblent plus favorables que la réalité d'aujourd'hui, car ils garantissent, du moins formellement, une audition individuelle. L'on mesure l'ampleur du recul...

René Hamm

(1) Édition des 15 et 16 mai 1996.

(2) Kurt Tucholsky (9 janvier 1890-21 décembre 1935) avait conclu en ces termes un article publié le 4 août 1931 dans la revue hebdomadaire *Die Weltbühne*, sous le pseudonyme d'Ignaz Wrobel.

(3) Diffusé le 21 février 1996 sur l'A.R.D. (première chaîne).

(4) Plusieurs incorrections et carences semblent émailler l'enquête, toujours en cours.

La chasse aux Basques est toujours ouverte

543 Basques, parents, amis ou proches de prisonniers politiques, ont lancé la semaine dernière une grève de la faim d'une semaine dans sept capitales d'Europe (Copenhague, Berlin, Bruxelles, Genève, Rome, Lisbonne et Paris) afin de sensibiliser l'opinion publique au sort qui est réservé aux 543 Basques emprisonnés pour leurs activités politiques.

En effet, ceux-ci, en plus de la privation de liberté, sont soumis aux brimades les plus diverses. Parmi celles-ci : la dispersion dans de multiples lieux de détention, ce qui empêche les familles de les visiter régulièrement ; les restrictions à l'aide médicale (neuf prisonniers sont déjà morts dans les prisons espagnoles ou françaises suite à un manque d'assistance médicale) ; les bastonnades régulières et la rétention du courrier... Et cela fait dix-sept ans que cela dure !

En réponse, l'État français a envoyé ses sbires casqués. Mardi 17 septembre, ceux-ci sont intervenus brutalement pour mettre fin à un rassemblement à Paris. Plusieurs dizaines de personnes ont ainsi été tabassées, gazées par la police du sinistre Débré.

La « question basque » demeure donc toujours aussi gênante pour les pouvoirs en place. Comme la gauche le fit avant elle, le droite a multiplié depuis plusieurs mois les provocations : militarisation accentuée en Euskadi Nord et extraditions de prisonniers politiques arrivés en fin de peine. De l'autre côté des Pyrénées, Aznar a promis une guerre sans merci au Mouvement national basque, se gardant bien de répondre politiquement à la proposition de paix rédigée en avril 1995 par l'une de ses composantes (ETA). Le sang n'a pas fini de couler en Euskadi...

Patsi (Cercle Bakounine, Nantes)

LECTURE

CFDT 1964-1996. De l'alibi autogestionnaire à la collaboration de classes.

Une brochure de l'Union départementale CNT du Val-d'Oise

QUE S'EST-IL donc passé, durant les vingt-cinq dernières années, dans la CFDT ? Confédération dont le secrétaire général Edmond Maire, en octobre 1972, déclarait : « Il y a deux grands courants socialistes. Celui qui est jacobin, centralisateur, autoritaire, s'est établi dans les pays de l'Est. L'autre, le socialisme libertaire, anarchosindicaliste, autogestionnaire, c'est celui que nous représentons ». Alors que son dernier successeur en date, Nicole Notat, accepta lors des grèves de l'hiver 1995, sans état d'âme apparent, d'assurer un rôle de briseur de grève ? Et quelles leçons pouvons-nous tirer de ces événements pour aujourd'hui et pour demain ?

Tels sont les sujets que se propose de traiter, en une brochure de 50 pages, l'Union départementale CNT du Val-d'Oise. Et nous croyons savoir que ses rédacteurs sont des anciens de la CFDT.

Une première longue partie retrace, en trois grandes périodes, l'histoire de la centrale de Mme Notat. De la « déconfessionnalisation » à Mai 68 ; puis de 1968 au congrès de 1970, celui de l'autogestion et de la propriété sociale des moyens de production et d'échange, et au conflit de Lip ; pour se conclure par l'évocation des étapes successives de ce recentrage qui allait amener le syn-

dicat dans lequel se retrouvèrent le plus de « soixante-huitards » à s'aligner, un quart de siècle plus tard, sur un gouvernement néo-gaulliste. Il est vrai que si la CFDT sut accueillir les gauchistes, elle apprit vite à les expulser de ses rangs. La direction de la centrale manipula, à grande échelle, une génération presque entière de salariés révoltés, celle de 1968.

Les faits mis bout à bout montrent sans contestation non pas un malentendu entre la base et le sommet mais une duplicité délibérée des dirigeants social-chrétiens de la CFDT. Quel talent dans la tromperie !

Il s'agit donc de la chronique d'une défaite, mieux d'un désastre. Chronique de ceux qui voulurent transformer la centrale néo-chrétienne en organisation syndicale autogestionnaire ou révolutionnaire. Et qui, peu à peu, en furent exclus, ou s'en retirèrent. Un récapitulatif succinct des procès en sorcellerie qu'on organisa contre eux est dressé. Nous regretterons, à ce propos, qu'il ne soit pas signalé que les premières organisations exclues de la CFDT au commencement des années 70, à savoir l'Union locale des 8^e et 9^e arrondissements de Paris et l'Union départementale de la Gironde, étaient animées, avec grande vigueur, par des anarchosyn-

dicalistes proches de l'Alliance syndicaliste. Et qu'il soit omis la présence de militants libertaires dans la section PTT exclue à Lyon en 1977 ou au sein de la section d'Usinor-Dunkerque dissoute en 1979.

L'analyse du grand mouvement de grèves de 1995 et de ses conséquences forme la dernière partie de l'ouvrage. L'attitude politique de Nicole Notat marque une rupture et a placé la CFDT dans le camp de la collaboration de classes revendiquée. Ce n'est pas, disent les auteurs de la brochure, une trahison soudaine mais le « fruit, d'une évolution constante, graduelle, en marche depuis deux décennies ». Et ils expriment la crainte que ceux qui sont sortis à cette occasion, pour rejoindre les organisations constituées par les générations successives d'exclus, Sud notamment, n'aient pas tiré toutes les leçons de cette intégration du « syndicalisme institutionnel-réformiste ».

Un texte au cœur du débat syndical actuel. Des camarades contesteront sans doute les conclusions de ceux qui ont choisi la CNT ; il n'en reste pas moins que leur brochure pose les bonnes questions.

J. T.

CNT, B.P. 56, 95602 Eaubonne cedex et 33 rue des Vignoles, 75020 Paris. En vente à Publico

Drapeau noir : plus qu'un symbole, un journal

Débutée en mai 1994, la publication du journal s'est maintenue de façon régulière (8 numéros en deux ans). Digne continuateur de la première formule du journal (qui de 1981 à 1983 compta 16 numéros tirés à 5000 exemplaires et diffusés gratuitement dans les boîtes aux lettres bisontines), il ne reprend pas exactement les mêmes voies.

La présentation de la Fédération anarchiste, des groupes amis, des principes et de l'histoire du mouvement libertaire se retrouvent dans les deux séries. Il est intéressant de voir comment des sujets reviennent cruellement d'actualité : alternative à l'enfermement, objection, insoumission, syndicalisme, écologie, éducation libertaire. Des études sur le mouvement libertaire italien sont présentes, des solidarités internationales (Solidarnosc à l'époque, ex-Yougoslavie et Chiapas actuellement) trouvent leur place dans notre journal. Il est cependant à noter une présence beaucoup plus importante des textes sur le sexisme et le féminisme. L'actualité bisontine et environnante est toujours traitée (grèves, vie associative) avec un point fort en ce qui concerne la lutte contre le grand canal Rhin-Rhône qui risque d'être construit, aux dépens d'un site exceptionnel, malgré son inutilité et son coût pharaonique.

Notre journal n'est plus diffusé gratuitement et nous dépassons largement les limites franc-comtoises. Nos articles et infos ont suscité nombre de réactions de la part d'amis, d'abonnés... Si l'aventure vous tente, n'hésitez pas à nous écrire, à vous abonner et à diffuser notre titre. Nous accroissons petit à petit notre tirage suivant l'intérêt suscité par notre journal et afin de ne pas nous essouffler...

Nous rééditons les premiers numéros de la deuxième série ; vous pouvez nous les demander (n° 1 à 8 : 50 F).

Nous vous proposons pour ce numéro de rentrée, *Drapeau noir* n° 9, des articles sur Bonaventure, le grand canal, la réforme fiscale, religion et surréalisme, des chroniques de bouquins, des brèves, une interview des Massilia Sound System, etc.

Un numéro spécial sur l'anarchisme est en préparation. Patience !

Groupe Proudhon

c/o CESL, B.P. 121 - 25014 Besançon cedex

L'imposture scientifique expliquée en dix leçons.

Quoiqu'il ne vienne pas de sortir, il bénéficie même d'une édition au Livre de poche, je ne puis résister à vous faire partager le plaisir que j'ai eu à lier ce petit livre de Michel de Pracontal.

Comme il l'indique dans son titre, l'auteur nous présente en dix leçons cocasses, incisives et décapantes, les pratiques et attitudes à avoir lorsqu'on désire appâter le gogo et lui vendre de la fausse science qui n'est en dernière analyse qu'une vraie escroquerie.

Au fil des pages, on redécouvre ce qui caractérise une démarche scientifique : un langage clair et précis, la possibilité de répéter les expériences et la réfutabilité.

Moins aride que Karl Popper, Michel de Pracontal sait adapter son discours au grand public. Il faut dire qu'il a collaboré pendant pas mal d'années (5 ans) à la revue *Science et Vie* ; revue qui, malgré un certain simplisme, a quand même fait beaucoup pour vulgariser la connaissance scientifique et pour dégonfler les baudruches pseudo-scientifiques des dernières années.

Agrément de nombreux exemples, c'est un véritable cours de rationalisme à la portée de tous qui nous est proposé.

Il est si rare que la science nous soit présentée de manière attractive qu'il serait dommage de ne pas en profiter, surtout pour 44 francs en édition de poche.

Alain L'Huissier - Groupe de la Villette

SOUVENIRS DE VACANCES

Il n'y a pas à dire, de l'avis des participants, le festival anarcho-punk de Dijon (12-13-14 juillet) fut une réussite. Il est vrai que les organisateurs (dont je confesse n'avoir pas été le plus actif !) n'avaient rien laissé au hasard, que ce soit pour l'accueil des participants ou celui des festivaliers. Durant trois jours, on a pu fureter entre les tables de presse de la CNT, Maloka, la FA, le Calm, Veegan, Star, le comité de soutien au Chiapas, etc. Des conférences punctuaient les après-midi, avec des thèmes aussi variés que l'homophobie, l'anti-sexisme, la vie en squatts ou la lutte au Chiapas. Les soirées étaient consacrées aux concerts (Heyoka, Anomie, Doom, Miseria y Kompania, Suffer, Flies and lice, Igor Ringard, Zigomatic Zone...). Bref, une super ambiance qui attira près de 2000 personnes, et cela pour seulement 80 F les trois jours (prix libre le dernier). Seul incident à déplorer : la manifestation antimilitariste du dimanche 14 juillet a légèrement dégénéré par la faute de prétendus libertaires qui confondent encore la casse gratuite et l'anarchie. Mais de toute façon, la seule chose qu'a retenue la presse, c'est le fait que nous ayons brûlé des drapeaux français aux cris de « ni patriotisme ni nationalisme ! ». Quelle honte de renier ainsi la nation qui nous a vu naître !

J'ai habité une semaine dans un squatt avec des amis punk. Nous n'avions ni eau courante, ni électricité mais ce fut une expérience très enrichissante. J'ai rencontré des gens possédant des qualités humaines exceptionnelles. Dans le monde anarcho-punk règne l'anarchie au quotidien : la responsabilité collective et individuelle et surtout une fraternité absolue. C'est un îlot libertaire dans ce monde de merde. Dommage que nous ayons été expulsés du squatt par les flics. Les squatters ne dérangent personne, mais comme l'a dit un flic : « Je n'en ai rien à foutre que la maison soit abandonnée, elle n'est pas à vous. Même si elle ne sert à rien, vous n'avez qu'à dormir dehors ». En si peu de mots, il a réussi à transformer ma forte antipathie envers la police en haine.

Enfin, il y a tout de même des chances pour qu'on remette ça l'année prochaine, mais dans un mode moins festival, et plus libertaire.

Zombi (Groupe Caussimon de Nancy)

Vous pouvez joindre les organisateurs (également fournisseurs de nombreux T-shirts et autocollants) :
- Maloka, B.P. 536. 21014 Dijon cedex
- Calm, B.P. 281. 57108 Thionville cedex

A LA PETITE SEMAINE

Quelle histoire !

On sait que des différences d'appréciation quant au nombre des victimes de la barbarie hitlérienne auront permis à une poignée d'agités, en niant l'existence des chambres à gaz et parfois même des camps, de nous servir une histoire à leur goût, non officielle certes, mais néanmoins nauséabonde.

La production de ces sordides experts en comptabilité macabre devait très vite montrer que la « recherche historique » peut aussi dissimuler – d'ailleurs assez grossièrement – un antisémitisme maladif, éternel refuge des médiocres.

Or voilà que s'entrouvrent, au beau milieu de l'actualité, des coffres-forts helvètes, jusque-là aussi discrets que bien garnis, où dormait depuis un gros demi-siècle l'or volé par les nazis. Las, la bataille des chiffres a déjà commencé autour de sa quantité réelle...

Signalons-leur, au cas où les énerguènes monomaniaques négationnistes n'y auraient pas encore songé : cette nouvelle incertitude n'indique-t-elle pas d'ores et déjà de manière éclatante que l'or, les nazis, les coffres-forts, les banques et même la Suisse sont autant d'inventions de la juiverie internationale ? On peut se le demander. Pour servir la « vérité historique », cela va de soi...

Floréal

abonnez-vous! abonnez-

Friedrich Nietzsche à travers ses œuvres. Lou-Andréas Salomé*

L'ALLURE essentiellement aphoristique (et certaines formules à l'emporte-pièce) de l'œuvre nietzschéenne, la focalisation sur ses travaux ultimes se prêtaient aux malentendus, à l'incompréhension. Non qu'il faille tenter d'absoudre Nietzsche par une généralisation envahissante de la notion d'incompréhension, généralisation s'inscrivant dans le souci généreux de révéler le « vrai » Nietzsche, quitte à le sauver contre lui-même. Il est néanmoins nécessaire d'en revenir aux textes, à l'œuvre dans sa systématisme, ses méandres et ses ruptures. Si Nietzsche est aujourd'hui victime des imbéciles nietzschéens et des inutiles antinietzschéens, il le doit d'abord à lui-même, et ensuite au désir d'aucuns de paraître sulfureux, iconoclastes ou à la volonté pieuse d'autres de réhabiliter le moralisme.

Le petit livre de Lou-Andréas Salomé échappe à ces marécages philosophiques. Trop rares sont ceux qui s'éloignent du type d'intelligence aveugle de l'œuvre nietzschéenne précédemment évoqué pour ne pas saluer cette honnêteté et cette rigueur. Au nombre de ceux-ci, il faudrait citer la magistrale (l'éclat d'un magister s'y révèle dans le profond dialogue entamé avec le corps du texte nietzschéen tel qu'il se dessine dans les manuscrits de *la Volonté de puissance*, en vue d'en extraire le suc philosophique, quitte à en tirer des leçons toutes personnelles...) entreprise heideggerienne (1), les travaux de Karl Jaspers (2), de Gilles Deleuze (3)...

Lou-Andréas Salomé y parvient également en empruntant le chemin dangereux de la mise en correspondance de la « psychologie », de la vie de Nietzsche avec les mutations opérant dans son œuvre (dangereux car susceptible d'engluer dans un psychologisme réducteur, occultant la densité philosophique d'un auteur). L'idée centrale de son ouvrage tient dans le souci de rendre le texte nietzschéen, dans ses évolutions, dans sa systématisme, à partir d'une compréhension des mutations psychologiques, des changements de peau intellectuels du philosophe.

La périodicité de la production nietzschéenne peut être scandée selon trois époques. L'époque wagnérienne et schopenhaurienne (1868-1878; époque « romantique »), puis l'époque « positiviste » de

1878 à 1882 (l'ouvrage phare de cette période étant *Humain, trop humain*; rédigé pendant la période (dédié à Voltaire) où Nietzsche comptait pour amis Paul Rée et Lou-Andréas Salomé, il a la préférence de cette dernière) et enfin l'ultime époque de 1882 à 1889 (*Par-delà le bien et le mal, La Généalogie de la morale...*).

Ces époques marquent les saisons d'une souffrance physique et « existentielle » étroitement imbriquée à une volonté de vérité, « l'humanité dût-elle périr de cette vérité ». Il faut entendre par là qu'une certaine dose de cruauté et de souffrance est le corrélat nécessaire d'une excroissance vitale, d'une « santé débordante », en cela l'enclume esprit frappée par le marteau cruauté produit la pensée (par là même, la bêtise crasse des nietzschéens apôtres de la vie, de la « jouissance » les révèlent tels qu'ils sont : des ânes verbeux) (4). Le prolongement de cette thèse roborative proposée par Lou-Andréas Salomé se manifeste dans le lien intime entre souffrance et divination de soi qu'elle révèle (5).

C'est en conservant cela à l'esprit qu'il faut comprendre les conséquences de la mise à mort définitive de l'hypothèse inutile et superflue d'une existence divine, le retentissement de cet achèvement d'une autre source créatrice, d'un autre « spectateur divin » qui se révèle comme un appel à travers le Surhomme (6). L'hypothèse divine, la morale rejetées, il faut également s'atteler à la difficile tâche du mépris absolu envers la grégarité; pour se faire, aucune indulgence à son propre égard ne saurait avoir cours. Il faut donc trouver, fonder des « exemplaires supérieurs » par leur volonté, des aristocrates, seuls susceptibles de tuer le ressentiment, l'esprit de vengeance, la veulerie... (7)

Nietzsche apparaît donc dans le texte de Lou-Andréas Salomé comme un esprit « mystique » hanté par la « mort de Dieu », tout son souci tient alors en un réenchantement du monde afin d'échapper et au christianisme moribond et au nihilisme. Il faut cependant bien entendre que le « système » Nietzsche est marqué par des abandons, des ruptures multiples, ce qu'oublie nombre d'exégètes lorsqu'ils traitent Nietzsche en ayant pour seul horizon ses derniers travaux, lesquels pour, Lou-Andréas Salomé, présentent un « caractère dog-

matique et autoritaire, qui forme un contraste frappant avec son individualisme antérieur... » (p. 196).

Même si le petit ouvrage de Lou-Andréas Salomé n'interroge pas toutes les subtilités philosophiques du texte nietzschéen (comme le ferait un Heidegger), il n'en constitue pas moins une bonne introduction, un réseau de pistes interprétatives stimulantes dans lequel le lecteur « individualiste anarchiste » devrait pouvoir « faire son miel ».

Jésus

* Nietzsche à travers ses œuvres. Lou-Andréas Salomé. Grasset

(1) *Nietzsche, I et II*, traduit par Pierre Klossowski, Bibliothèque de Philosophie, Gallimard, 1971.

(2) *Nietzsche : Introduction à sa philosophie*, traduit par H. Niel, lettre préface de J. Wahl, Gallimard, 1950.

(3) *Nietzsche et la philosophie*, PUF, 1962.

(4) Rappelons que pour Nietzsche, pour être « grand » il faut être méchant, non au sens vulgaire, mais au sens où se déroule chez un individu une « guerre intérieure » qu'il ne cherche pas à éclipser, qui révèle la lutte de ses instincts. En ce sens l'omniprésente idéologie de la jouissance, la morale prônant l'absence de souffrance... sont autant de symptômes d'une décadence avérée.

(5) *Ecce Homo*, « c'est un abîme de félicité où l'horreur et l'extrême souffrance n'apparaissent pas comme le contraire, mais comme le résultat, l'étincelle du bonheur, comme la couleur nécessaire au fond d'un tel océan de lumière » traduit de l'allemand par Alexandre Vialatte, UGE, 10/18, 1988, p 111.

(6) Voir *Ainsi parlait Zarathoustra*, I, De la prodigue vertu, « Morts sont tous dieux; maintenant nous voulons que vive le Surhomme », traduit de l'allemand par Marthe Robert, Le Club du Livre français, 1958.

(7) Voir Jacques Deschamps, « Au maître, à l'homme libre s'oppose l'homme des morales grégaires, l'homme peureux, couard, cherchant la protection, l'homme rusé »; l'esclave est l'homme des « travers », doutant, se méfiant, méditant chaque acte par rapport à son auto-conservation, ne recherchant que ce qui est utile à sa survie, utilité représentant donc la valeur la plus haute (même si elle se paye du rapetissement, de l'humiliation). Les morales utilitaristes auront toujours une origine plébéienne; note 47, p 97, in Friedrich Nietzsche, *La Généalogie de la morale*, Les intégrales de Philo, Nathan, 1981.

CINEMA

Rencontre avec Carpita

C'ÉTAIT AU DÉBUT des années 30, dans ces quartiers déshérités d'immigrés italiens. Mon père était docker, ma mère poissonnière. Un jour l'instituteur a apporté en classe un « cinéma ». Il m'a demandé de tourner la manivelle. Les enfants étaient rivés à l'écran. Moi j'étais fasciné par cette boucle d'images fixes, qui s'animaient, avant d'être avalées par le mécanisme. Tout est venu de là. J'ai fabriqué une lanterne magique avec des miroirs et une lampe de poche dans une boîte à chaussures. Je projetais mes dessins aux « copains » de l'école, et je racontais des histoires... Un jour mon père m'a emmené sur la terrasse de l'immeuble. Il m'a dit écoute bien... Toutes les sirènes de Marseille se sont mises à sonner. Il m'a pris dans ses bras, on a gagné. C'était le front populaire. A la mort de mes parents, mon frère a exaucé le vœux de ma mère : il m'a acheté une caméra, une des premières 16 mm, et je me disais, ça y est, ce sont mes films que je vois sur l'écran...

Pendant la résistance, je faisais partie des *franc-tireurs et partisans français*. Il y avait parmi eux des amoureux de cinéma. A la libération, on a créé Ciné Pax. On tournait des actualités. On les montrait lors des meetings, des rencontres de syndicats, de mouvements pour la paix. Quand j'ai eu mon poste d'instituteur, j'ai été nommé dans le quartier où j'avais grandi. Je voyais les regards de ces 30 petits fixes sur moi, je me disais *c'est le petit Carpita qui te regarde*. J'ai tout bousculé, il n'y avait pas d'estrade, les petits faisaient du cinéma, de la photo, on partait en reportage. On a récupéré une caméra 35 mm de l'armée américaine, une Bell Howell à ressort. On ne projetait plus dans une arrière salle, on allait au cinéma, on voyait sur grand écran, *la manif d'il y a 15 jours, le port de Marseille figé pendant les grèves...* Tout le monde nous disait, pourquoi ne faites-vous pas un grand film, avec un scénario ? J'avais un peu peur. Allais-je y arriver sans rien de ce qu'il y a à Paris ? Tourner en décor naturel, un scénario qui se

jouaient leur propre rôle et faisaient les machinistes. Même des spécialistes de haut niveau sont venus : la monteuse de Pagnol, l'ingénieur du son de Vigo. Viennet a offert la musique, le parti communiste a fourni un peu de pellicule, le syndicat des transports a prêté des camions, la Marseillaise a mis ses bureaux à notre disposition. Nous avions tout un quartier derrière nous. C'était un extraordinaire élan de fraternité.

1955 : *Le rendez vous des quais* est interdit. Les forces de l'ordre interrompent la projection, saisissent le film devant une salle comble. Emmené au commissariat, Carpita se voit signifié que les copies et les négatifs seront détruits.

Mon film a été saisi dans l'indifférence générale des gens de cinéma. Je me suis replié sur moi-même. J'en suis arrivé à penser *j'ai eu la folie de faire un long métrage mais jamais je n'en ferai d'autre, ce n'est pas pour moi...* Quand je vois mes films, qu'ils soient sur l'enfance ou la guerre d'Algérie, je m'aperçois que j'ai toujours tourné le même : le film de la saisie de mon film. Avec mes élèves, j'ai continué à tourner des courts métrages. Dans



les lapins dans la tête, un gamin, dessine un petit bonhomme. Ils partent en emmenant le son de la classe. Le petit dessine une image qui s'anime, c'est un film qu'il fait, et on lui déchire son dessin. Mais il revient : « on ne pourra jamais me détruire, on va partir au pays des rêves » et l'enfant répond « on ira dans un pays où il ne faut pas se mettre en rang. »

1988 : le film est retrouvé. 1996 : à 73 ans, Carpita tourne son 2^e long-métrage, les sables mouvants ou les humiliés

Pour notre groupe de contre-actualités, j'avais vu des travailleurs sai-

sonniers marocains, italiens, qui n'étaient pas traités comme des êtres humains. Personne ne venait pour les défendre, ils n'avaient aucun recours. Je me suis dit "je viens de faire un film sur les dockers, contre la guerre d'Indochine, le prochain, ce sera sur eux, et j'ai écrit le scénario de mon second film, *les humiliés*. Quand on a retrouvé *le rendez vous des quais*, j'ai voulu effacer ces 35 années. Je me suis dit, je viens de faire mon film, les gens l'aiment, il a fait le tour du monde. Maintenant j'enchaîne avec *les humiliés*.

Michèle Rollin

Sortie le 25 septembre.

RADIO LIBERTAIRE
samedi 28 à 10 heures :
La philanthropie de l'ouvrier
charpentier reçoit Yann Le Gigan
du SEL (système d'échange local)
de Paris.

Santé et inégalités sociales

suite de la page 2

vent mener les victimes pour se faire indemniser.

En fait, les cancer, d'origine professionnelle représenteraient de 2 à 8 % des cancers, soit entre 5 000 et 10 000 cas par an. Mais seule une centaine sont retenus comme telles et ne relèvent donc pas du régime général de la sécurité sociale mais du régime spécial « accidents du travail - maladies professionnelles », régime financé exclusivement par le patronat. Il faut noter que les maladies professionnelles sont passées de 3 531 cas en 1987 à 5 081 en 1991, soit une augmentation significative.

Pour ce qui concerne plus directement les accidents du travail, ce sont les branches bâtiment-travaux publics ainsi que les transports et la métallurgie, qui ont les plus forts taux. 80 % des accidents de travail touchent des ouvriers bien que ceux-ci ne représentent qu'un peu plus de la moitié des effectifs. Notons aussi que le nombre d'accidents du travail ayant entraîné un arrêt est en progression. On est ainsi passé de 662 800 à 787 111 accidents avec arrêts sur la période 1987-1991 alors que parallèlement le nombre des ouvriers était constamment en baisse!

Une analyse de la répartition des accidents du travail à l'intérieur même de la classe ouvrière est aussi révélatrice. Ainsi, parmi les ouvriers, les plus exposés aux accidents sont les immigrés, qui, bien que ne représentant que 10 % des effectifs, totalisent 20 % du total des incapacités permanentes. Ce phénomène s'explique par leur sur-représentation aux postes à risque. En seconde position se trouvent les travailleurs précaires (intérimaires et contrats à durée déterminée) qui sont exposés

à des risques deux à trois fois plus importants que les salariés permanents, étant employés en forte proportion dans des secteurs dangereux. La sous-traitance du travail se révèle aussi une sous-traitance du risque. En troisième position se trouvent les ouvriers qualifiés (OQ) et les ouvriers non qualifiés (ONQ) : les premiers se trouvant même plus mal lotis que les seconds. Cela s'explique par deux raisons distinctes. D'abord, certains postes d'OQ ne nécessitent pas de qualification mais sont rémunérés comme des postes « à risques », dans la métallurgie par exemple. Ensuite, les postes demandant une qualification, un savoir-faire, offrent en général plus de garanties de stabilité pour l'ouvrier, ce qui lui permet de demander plus facilement des arrêts de maladie, lorsqu'il en a besoin, que les ONQ, plus facilement interchangeables par l'entreprise.

Comme pour les inégalités devant la mort, les inégalité devant la maladie et les accidents du travail relèvent d'une logique de hiérarchie sociale : plus on descend la pyramide sociale, plus les inégalités s'aggravent.

Les inégalités sociales devant l'accès aux soins

De façon surprenante, on ne retrouve pas en ce qui concerne les consultations les inégalités sociales traditionnelles. Cela est dû au fait que les indépendants non agricoles ayant un régime de Sécurité sociale désavantageux (ils ont refusé le régime général à la création de la sécurité sociale, considéré comme une « fonctionnarisation de la médecine ») consultent peu les médecins et que, de plus, les cadres sont ici

rattrapés par les autres cols blancs qui consomment plus qu'eux. Ces différents facteurs perturbent les phénomènes inégalitaires habituels. Néanmoins, on retrouve les clivages sociaux, non pas dans la quantité, mais dans la nature des consultations. Ainsi, la part des consultations de spécialistes représente 50 % des consultations de médecine des cadres contre 25 % de celles des agriculteurs et ouvriers. Depuis 1980, ces inégalités s'accroissent. Une autre différence importante concerne les tarifs pratiqués par les médecins. En fait, 33 % des cadres (contre 15 % des agriculteurs) consultent des médecins pratiquants des dépassements d'honoraires, non remboursés par la Sécurité sociale, ce que, bien sûr, ne peuvent se permettre les ménages plus modestes.

Dans le même ordre d'idées, la fréquentation des dentistes est fortement révélatrice. En moyenne, les cadres dépensent pour les soins dentaires cinq fois plus que les ouvriers qualifiés. En outre, ce sont les ouvriers et les agriculteurs qui portent le moins de prothèses dentaire. Le nombre de prothèses, portées par un individu (et indépendant de l'âge) suit ainsi la hiérarchie sociale et culmine avec les cadres. Ces inégalités s'expliquent facilement par le coût élevé et le faible remboursement des soins dentaires. La précarité joue, elle, comme facteur aggravant de l'inégalité face à l'accès aux soins. Ainsi, la dernière étude du C.E.R.C. (1) montre que 50 % des ménages qui ont de fortes difficultés financières pour l'achat des produits alimentaires en ont aussi pour les soins de santé. Le chômage et le travail précaire rendent plus difficile l'accès aux soins. Parmi les ménages ayant un emploi stable, 3 % ont des difficultés à payer leurs soins de santé. Ce chiffre monte à 10 % pour les emplois instables et 15 % pour les chômeurs. En fait, les plus pauvres consultent souvent les médecins au moment où la maladie est déjà bien avancée. Cela explique aussi pourquoi la fréquence des hospitalisations est maximale pour les ouvriers et minimale pour les cadres. Ainsi, comme toutes les inégalités face à la santé, celles face à l'accès aux soins obéissent à la même règle des inégalités sociales, amplifiées dans les années 1980 par l'augmentation forte de la précarité.

Le chômage et la précarisation comme facteurs déterminants de l'aggravation des inégalités sociales face à la santé...

Deux facteurs reviennent, tels des leitmotives, dans toutes les inégalités face à la santé : la place des individus dans la hiérarchie sociale et le fait que les inégalités n'ont cessé de s'amplifier depuis les années 1980. Il convient d'insister, pour comprendre ces inégalités, sur l'importance de la place qu'occupe l'individu dans l'économie capitaliste. Ainsi, plus il sera bas dans la hiérarchie sociale, plus ses conditions de

travail seront pénibles et plus il aura de probabilités d'occuper un poste à risques et plus – sa rémunération étant plus faible – sa possibilité d'accéder aux soins les plus appropriés en temps utile se trouvera limitée. Dans ces conditions, la différence d'espérance de vie de neuf ans entre un cadre supérieur et un manoeuvre s'éclaircit.

On remarque depuis presque vingt ans, sous couvert de lutte anti-chômage, une augmentation des emplois temporaires (intérim, CDD, emploi d'insertion ou de réinsertion, CES, CIE, etc.) qui s'inscrit dans la politique de réduction des coûts salariaux, pour une augmentation des bénéfices des entreprises, et permet une gestion de l'emploi par rotation des chômeurs pour éviter une explosion sociale. Cela se réalise par l'introduction de nouvelles normes en matière d'organisation : flexibilité du temps de travail lié aux impératifs de production ; intensification des charges de travail liée aux méthodes de gestion en flux tendus ; délocalisation et restructuration des entreprises. Ainsi que sur une déréglementation du travail ; suppression des garanties liées au contrat de travail (horaires, stabilité

de l'emploi, quarante-huit heures de repos consécutifs hebdomadaires, etc.) ; remise en question progressive des acquis sociaux (sécurité sociale par exemple).

Tout cela entraîne une détérioration progressive des conditions de l'emploi et une augmentation des risques liés au travail. On comprend ainsi facilement pourquoi les inégalités sociales face à la santé sont en progression. D'autant que la lutte contre ces inégalités est rendue plus difficile par la précarisation, que ce soit pour les chômeurs ou les RMistes, qui se trouvent dans l'impossibilité de faire pression sur l'appareil productif par la grève, ou pour les salariés qui risquent de se retrouver au chômage par licenciement ou non renouvellement de leur contrat de travail à la moindre rebuffade.

Le Chien (groupe Sabaté)

(1) Centre d'études des revenus et des coûts.

Pour approfondir : le livre d'Alain Bihl « Déchiffrer les inégalités », chez Syros (très riche mais très dense) et la brochure du groupe « la Commune » de Rennes « Le travail » éditée par la Fédération anarchiste.

A G E N D A

vendredi 27 septembre

LILLE : Manifestation de soutien aux sans-papiers à 17 h 30 place de la République.

MONTREUIL : Concert au Vendémiaire (centre commercial Croix de Chavaux) avec Kochise, Civil aviation avec bouffe et disco toute la nuit....

samedi 28 septembre

PARIS : Manifestation à l'appel de la coordination nationale des collectifs de sans-papiers à 15 heures place de la République.

CHELLES : Le groupe Sacco et Vanzetti de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat avec Xavier Pasquini sur... les sectes, l'ordre moral et compagnie..., à 20 h 30, au 1 bis rue Emilie.

LYON : Pot de rentrée de La Plume noire, à partir de 18 h 30, 19, rue Pierre-Blanc. Les groupes lyonnais de la Fédération anarchiste seront heureux de vous accueillir à cette occasion.

MONTPELLIER : Manifestation pour la régularisation de tous les sans-papiers, contre les lois répressives, pour la libre circulation de tous à 15 heures au Peyrou.

mardi 2 octobre

LILLE : Le groupe Humeurs noires fait sa rentrée. Réunion publique au Centre culturel libertaire 1-2 rue Saint-Denis du Péage.

samedi 5 octobre

TOULON : Le groupe Nada de la FA et le collectif libertaire « La Commune » organise dans la campagne cuersoise (centre var) une rencontre libertaire. Au programme : pic-nic, discussions, repas en soirée avec spectacle (chansons). Participation aux frais : 50 F (chèque à ACL). Renseignement-réservations à « la Commune » 2 rue de Préssensé, 83000 Toulon, Tél. : 94 91 26 80.

lundi 7 octobre

NANTES : Soirée théâtre au Local. La troupe malienne « Psy Tract » de Bamako présente un conte intitulé « Jamaji gi » qui traite de la prévention du sida de façon toute particulière avec notamment la présentation du fétiche aux préservatifs. 16, rue Sanlecque à 20 h 30.

vendredi 11 octobre

PARIS : Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur Bonaventure, l'école libertaire d'Oléron, sans avoir jamais osé le demander à 20 h 30 au local La Rue, 10 rue Robert Planquette (M° Blanche ou Abesses).

A LA SANTÉ DES PROPRIOS !

Dans le cadre de ma campagne pour l'alcoolisme, je tiens à attirer l'attention de mes sœurs et frères en éthyliste sur un cocktail qui se tiendra le 3 octobre prochain à 10 heures 30 - vous avez bien lu, du matin - à l'espace Champerret, dans le cadre du Salon immobilier de Paris.

Motif de cette heure matinale, le ministre du logement, Pierre-André Périssol, n'était pas disponible à une autre heure pour venir remonter le moral des professionnels de l'immobilier ; moral qui, comme tout un chacun le sait, est au plus bas et ne risque pas de s'élever avant longtemps.

Bien que l'accès à ce cocktail se fasse sur invitation, je tiens à m'associer ici aux sans abris réels ou virtuels pour souhaiter à ces messieurs les proprios et à leurs serviteurs un bon appétit.

Mon verre est vide, mais cela ne m'empêchera pas de porter un toast à ces pauvres victimes de la crise qui n'imaginent même pas que leurs belles résidences et leurs stocks de bureaux invendus sont une insulte permanente à la dignité de ceux qui n'ont qu'un carton pour toit, une exemplaire froissé de France Soir pour mur maître et le faible souffle de leurs poumons transis pour chauffage central.

Ce matin là, j'aurai une pensée émue pour vous, messieurs les promoteurs, agents immobiliers et autres administrateurs de biens. Et c'est une grande flûte de Château La Pompe que je lèverai au dessus de mon front pour m'associer à vos agapes

L'atèle

22 septembre 1996